

ACTIONS ET RECHERCHES SOCIALES

Trimestriel

Revue interuniversitaire de sciences et pratiques sociales

PAUVRETÉ ET ACTION SOCIALE

Décembre 1983. N° 4

(Nouvelle série, vol. 13)

Editions Erès

ACTIONS ET RECHERCHES SOCIALES

Directeur de la publication
et rédacteur en chef :
Jacques BEAUCHARD

Comité de rédaction :
Louis BASLÉ
Jacques BEAUCHARD
Brigitte BOUQUET
Marcel CALVEZ
Claudine DARDY
Jean-Pierre FANGET
Jo FULLSACK
Didier LE GALL
Gérard MONEDIAIRE
Paule SANCHOU

Secrétaire de rédaction :
Françoise MONCOMBLE

★

Rédaction-Administration :
R.I.F.F.
Université Paris-Val-de-Marne
Quartier des Passages
22 allée Jean-Rostand
91000 Evry
Tél. 16 (6) 078.03.63, poste 71

Abonnements et ventes :
R.I.F.F.
Université Paris-Val-de-Marne
Quartier des Passages
22 allée Jean-Rostand
91000 Evry

★

RESEAU INTERUNIVERSITAIRE
DE FORMATION DE FORMATEURS
« TRAVAILLEURS SOCIAUX »

I.S.S.N. 0247 - 770 X
© 1983
R.I.F.F. ERÈS

Abonnement 1984
France : 200 F
Etranger : 220 F
le numéro : 60 F
(Bulletin d'abonnement
en fin de numéro)

ACTIONS ET RECHERCHES SOCIALES

1983 N° 4

PAUVRETÉ ET ACTION SOCIALE

SOMMAIRE

Editorial Richesse et pauvreté	Jacques Beauchard	7
PREMIÈRE PARTIE DES REPÈRES CLASSIQUES		11
« Faut vous faire un destin ? »	Dominique Boullier	13
Rapport au temps, rapport à l'argent et modes de consommation des plus pauvres	Brigitte Brebant	27
La pauvreté assistée	Jean-Pierre Nicolas	35
Pauvreté, marginalité et espace social	Françoise Moncomble	41

DEUXIÈME PARTIE
LA CIRCULATION DU CHAMP

Mise en perspective historique du rapport social à la pauvreté	Pascal Hintermeyer	53
Epistémologie et symbolique : la pauvreté et la théorie économique	Gilbert Vincent	55
Quelle nouvelle pauvreté?	Claude Martin Marc-Henri Soulet	67 85

TROISIÈME PARTIE
CRISE ET PAUVRETÉ

Etre pauvre dans les pays riches	Eliane Mosse	97
Les différences de vulnérabilité des ménages au processus d'appauvrissement	Marie-Annick Barthe	99 109

Editorial

Richesse et pauvreté

Du point de vue des institutions, la pauvreté est un état de dépendance, de perte de pouvoir, de précarité économique qui prend figure suivant des représentations collectives; celles-ci englobent a priori l'histoire de la misère au risque d'effacer de la scène les pauvres et leurs drames, mais inspirent simultanément des politiques en leur faveur. La portée de ces visions et leurs conséquences inattendues rendent nécessaire une visite rapide de la galerie des portraits les plus récents: trois styles de peinture se superposent et s'affrontent. D'emblée l'interprétation globale de la misère paraît relative, fluctuante et semble ne dépendre que des points de vue selon lesquels se compose l'observation. Tantôt l'image se réduit à une tache, à un îlot, voire encore à une périphérie en marge d'une luxuriante prospérité, tantôt le retournement des discours démasque sous la description un simple effet de désignation, d'encadrement, de marquage social, d'étiquetage (labelling) qui piège les formes de la marginalité; ou bien encore, inscrite dans les rouages de l'économie, la misère est la conséquence des modes de production, mais dans la mouvance de la crise ce dessin se simplifie: des auteurs croyant discerner la fin de la croissance annoncent du même coup la fin des pauvres. Des années 1960 à nos jours, les paysages de la pauvreté isolent des causalités qui ordonnent la nature de l'intervention de la société sur elle-même. Les représentations du premier type inspirent l'idée d'une disparition possible de la pauvreté: la croissance économique, corrigée par le jeu des transferts devrait permettre l'entrée de tous dans l'ère de la prospérité, mais là aussi les mutations industrielles, le déplacement des marchés et le chômage viennent modifier l'idéal; apparaît alors une société duale, à deux vitesses, polarisée d'un côté par l'attraction des technologies de pointe et de l'autre par l'assistance. A l'inverse, rejetant l'ambiance euphorique de la prospérité, les visions du deuxième genre sont désenchantées. Ici toute approche de la pauvreté engendre avant tout des artifices, et une stratégie qui permettent la maintenance de l'ordre social. Plusieurs versions font école: ou bien le contrôle social assure la simple reproduction des forces de production, ou bien l'action sociale fixe des marginalités dont l'expansion et la turbulence pourraient menacer le pouvoir, ou encore liés à la protection les récits sur la pauvreté constituent un codage nécessaire aux jeux de l'économie de marché, en quelque

« Faut vous faire un destin ? »

*Dominique Boullier**

Les adolescents des grands ensembles urbains sont au centre des préoccupations de bon nombre d'acteurs sociaux, des pouvoirs publics et des travailleurs sociaux en premier lieu : l'incompréhension, l'inquiétude, la dramatisation parfois orientent certaines interventions, vécues à la fois comme urgentes et impuissantes. Le traitement à part fait à ces adolescents, l'offre de services spécifiques à cette tranche d'âge peut conduire à oublier comment un groupe adolescent peut être constitué comme « problème » par le milieu, par la structure des relations qui l'organisent. La volonté de les faire réussir, de les faire « s'en sortir » peut aussi oblitérer les racines de cette apparente logique d'échec qui caractérise ces adolescents : la conscience de l'inéluctabilité d'un destin et dans le même temps l'impossibilité de l'accepter, produit une activité intense du groupe adolescent, expérimentant tous les registres combinant ces pressions contradictoires. Une enquête récente auprès de groupes adolescents¹ de milieux populaires sur un îlot de la Zup-Sud à Rennes nous fournira quelques éclairages sur ces hypothèses².

LE MAUVAIS ŒIL

La position occupée par les adolescents dans l'îlot tient une place centrale dans la définition de leur position sociale générale. En effet, pour eux, l'école se termine ou est terminée, le travail n'existe que rarement : ces deux champs, qui s'articulent avec celui de l'habitat, demeurent dans leur cas en toile de fond, cependant que leur vie quotidienne et leur histoire est centrée sur l'îlot. Cette unité spatiale a une pertinence sociologique dans la mesure où elle organise les rapports entre les habitants autour de l'usage commun d'espaces

* Sociologue L.A.R.E.S. (Laboratoire de Recherches Economiques et Sociales), Université de Haute-Bretagne.

et de services (places, allées, parkings, ascenseurs, etc.) : l'interaction quotidienne y est obligatoire, même si elle se limite aux regards furtifs.

En nous inspirant des analyses de Gérard Althabe, nous dirons que l'îlot constitue un champ micro-social organisé par un mode de communication, constitué lui-même par ces interactions quotidiennes entre les habitants. Les différents groupes sociaux se repèrent petit à petit, s'ajustent, se hiérarchisent, s'unissent et s'opposent, et ces règles s'imposent à tous les acteurs qui sont alors classés et qui se classent, à partir des moindres indices, en référence à ces règles. Ces classements et jugements se retrouvent dans tout champ micro-social et ne sont pas propres aux milieux populaires ou aux grands ensembles. Mais l'enjeu de ces jugements y est spécifique par les écarts culturels importants entre groupes sociaux, par le nombre des interactions et par leur caractère obligatoire (90 logements environ par tour). Les familles les plus démunies tendent à être fixées à un pôle négatif duquel tous les acteurs vont ainsi se distinguer. Mais chacun est susceptible d'être accusé de déroger à la norme et d'être alors assimilé à ce pôle négatif : tout comportement fait sens, vous classe et vous expose à un jugement, depuis vos relations, jusqu'à votre tenue vestimentaire en passant par vos habitudes de consommation, vos principes d'hygiène ou votre langage.

L'enjeu de toutes les interactions doit être interprété à la lumière de ce procès permanent : la nécessité d'accuser s'instaure du fait de l'instabilité de la position de toutes les familles. Chacune ne peut se définir qu'en rapport aux autres : pousser l'autre vers le pôle négatif assure par là-même une distance salutaire pour soi vis-à-vis de ce pôle, mais relance aussi la dynamique du procès. L'exigence d'accusation est d'autant plus forte qu'au sein de l'îlot étudié, les trois tours HLM apparaissent déjà comme négatives par « les deux tours en co-propriété », et que l'îlot dans son ensemble subit une stigmatisation par rapport au reste de la ville. Chaque habitant de l'îlot est l'objet d'un procès, d'un jugement qu'il réfute, mais reprend néanmoins cette accusation à son compte pour le reporter sur un autre, ce qui provoque l'enchaînement du procès et assure à terme la légitimité des accusations originelles. Ces accusations restent d'ailleurs très vagues, mais ont été profondément incorporées sans qu'il soit besoin de preuves tangibles pour les confirmer.

— *« Y a une différence entre les cinq tours ? »*

— *Absolument. Ici, il y a trois tours, c'est des locataires en HLM. C'est considéré par les gens comme... la zone, un petit peu... D'ailleurs, tous les HLM, tous les gens qui habitent dans les HLM, systématiquement sont considérés comme un citoyen de... (silence).*

— *Vous avez entendu des choses comme ça ?*

— *Ah oui, j'en suis persuadé. Là, c'est deux tours de co-propriété, quand il y a quelque chose de fait chez eux, certainement ça vient toujours d'ici... Je suppose, hein, j'ai pas été faire mon enquête mais enfin, je serais pas étonné. On entend des conversations des fois... « Ah, il habite en HLM, il habite en HLM... » On dit : « Tiens, la réputation ! » Même avant d'y habiter, j'avais déjà entendu ça.*

— *Mais dans les HLM, il y a de tout pourtant ?*

— *Ah oui ! C'est peut-être une bonne chose. Quoiqu'il y a des gens qui ne méritent même pas d'habiter en HLM, là je serai plus méchant ».*

Un terrain privilégié du conflit entre groupes sociaux se trouve être l'espace de cohabitation lui-même, constitué par les places, les parkings, les garages, les escaliers, les paliers, etc. Les principes de séparation entre l'espace domestique, l'espace de cohabitation et « l'extérieur » (espaces de travail ou du trafic) ne sont pas identiques pour tous les groupes sociaux : les « lieux communs » sont donc flottants, à définir et l'irruption en leur sein de comportements relevant, pour certains, d'un autre espace, est l'occasion de jugements et de condamnations. La pression de la norme, figurée souvent sous les traits d'un supposé visiteur extérieur, s'exerce à plein sur cet espace commun dont chacun définit l'usage différemment mais qui représente la « vitrine » de tous.

Le sens des places au sein de la famille (les parents commandent aux enfants) se combine avec le sens des places dans les divers espaces pour constituer la norme d'une domination des parents sur les enfants au sein de l'espace domestique. L'articulation des deux exigences (parents/enfants et public/domestique) impose de ne pas étaler de vécu familial à l'extérieur du domicile, de maintenir les enfants dans l'espace de domination des parents, de laisser toute autorité à chaque parent sur ses enfants dans l'espace domestique, de ne pas exercer d'autorité sur les enfants des autres. Ces règles font système et tout manquement est prétexte à jugement négatif.

La majorité des adolescents des îlots observés respectent scrupuleusement la répartition des espaces. Aussitôt l'école finie, ils montent faire leurs devoirs dans l'appartement familial. S'ils sortent, c'est uniquement pour occuper des espaces repérés et contrôlés que sont les institutions socio-culturelles et sportives, voire jouer librement dans les « zones-réservées-à-cet-effet ». Par contre, un certain nombre de jeunes passent le plus clair de leur temps dans l'espace commun, parfois en retrait des zones de circulation et d'observation, le plus souvent à la vue de tous. Leur activité essentielle, c'est la « tchatch », la palabre, activité réellement intense et sérieuse où l'expérience de chacun sert à tous les autres, où le monde est réinterprété en commun. Mais elle a toutes les apparences de l'oisiveté, qu'accentuent encore les positions du corps (allongés sous les boîtes aux lettres, etc.).

Pour les habitants, la confrontation à ces groupes est permanente : même réduite à l'ignorance réciproque, la communication entre les jeunes et chaque habitant est inévitable. Les jeunes le savent bien, qui se sentent souvent épiés, dans ce dispositif spatial où l'on peut voir sans être vu. Cette pression disciplinaire tacite ne se relâche pas lorsqu'ils s'isolent dans les caves ou les garages par exemple : ils deviennent au contraire encore plus suspects et sont investis de tous les fantasmes.

Cette occupation anormale de l'espace réservé à la circulation entre le dedans et le dehors, se double d'un repérage temporel bouleversé : les jeunes traînent dans le bas des tours, mais de plus, à des « heures indues ». Là encore,

il existe un temps pour la vie publique et un temps pour la vie privée, pour le repos et pour le travail. Les jeunes mélangent tout, d'autant plus qu'ils sont au chômage pour la plupart.

Tout cela ne fait que confirmer l'enchaînement inéluctable des dérèglements, « l'engrenage ». Plus profondément, la perte de la frontière intimité/publicité aboutit à la mise en scène publique du rapport parents-enfants : c'est un peu du milieu familial qui s'étale au grand jour. Et cette irruption révèle la perte d'une autre frontière : celle de la domination des parents sur les enfants. Cette double perte attaque directement les principes de vie collective portés par la norme. Surgissant dans un espace commun chargé d'un enjeu permanent entre les acteurs visant à définir les règles de sa présentation à l'extérieur, l'étalement des dérèglements éclabousse tout le monde. « Les jeunes de l'îlot » seront identifiés à ces jeunes-là, et donc tous les parents jugés à la même aune.

Mais la menace porte plus profondément encore, car les comportements des adolescents rappellent un mode de vie caractéristique des milieux populaires. Loin d'être uniquement anémique, le comportement des adolescents serait plutôt endémique et, en cela, véhiculé par toutes les familles de l'îlot. Car elles savent quels sacrifices, quelles pertes ont dû être vécues pour se distinguer du pôle négatif : l'acculturation nécessite la négation de ses dispositions héritées les plus enfouies. Or, les adolescents par leurs modes de vie affichés au grand jour, ne peuvent que faire resurgir ces efforts passés ou actuels, ces tensions pour remodeler son identité hors du stigmate.

Il a fallu se battre pour se distinguer d'un milieu imaginaire accumulant les traits repoussoirs de l'oisiveté, de la saleté, de la promiscuité, de la sexualité, de l'ivrognerie, du manque de volonté. Il a fallu s'imposer ces idéaux moraux que sont : le sens des places, opposé à la confusion (par indistinction ou irréalisme) notamment dans la sphère domestique (homme/femme, parent/enfant) ; le juste milieu, opposé à l'excès ; la volonté, le combat opposé au laisser-aller ; la loi opposée à la violence.

Mais le sens des places, c'est aussi reconnaître et légitimer son appartenance aux milieux populaires, tout en devant rejeter toujours les valeurs associées à ces milieux par la norme dominante. Il y a là toute la tension inhérente à un mouvement d'acculturation toujours à refaire et, de plus, toujours menacé d'échec par le mouvement général de translation des différences sociales. Toute rupture minime avec la norme, tout relâchement de la tension est un pas vers l'abîme. La mise en scène par les jeunes de cette histoire dont on cherche à se défaire, ravive la conscience du stigmate : cette confrontation quotidienne à des comportements que l'on condamne fait ressurgir un destin en forme d'impasse. Il s'agit en quelque sorte de l'irruption du refoulé des milieux populaires tentant leur acculturation.

LES FAISEURS DE « PROBLÈME-JEUNE »

Le conflit provoqué par la présence des adolescents dans le bas des tours polarise parfois totalement la vie sociale de l'îlot mais certains acteurs sont plus véhéments que d'autres pour condamner cette occupation abusive : en poussant à une intervention de tout l'îlot, ils vont révéler les divergences profondes entre groupes sociaux dans le traitement du « problème-jeune », à tel point que les jugements réciproques sur ces options différentes deviendront l'essentiel du débat. On peut résumer ces divergences par l'opposition entre les tenants de l'explication : « c'est la faute aux parents », et ceux qui penchent pour l'analyse : « c'est la faute aux jeunes ». Un autre groupe social, constitué par les parents des jeunes accusés, tire profit de ces divergences pour détourner la condamnation dont il est l'objet. Bien souvent, la solidarité avec leurs enfants ne tarde pas à s'exprimer sous la forme notamment d'un rappel des règles de vie locales (« Vous n'avez pas à gifler mon fils ») dont ils se servent du coup pour accuser les accusateurs. Dans tous les cas, ils soulignent l'impossibilité pour eux de pratiquer une autre éducation.

Nous nous attacherons surtout aux deux autres groupes car ce sont eux qui vont officialiser le « problème-jeune » et placer le groupe adolescent comme enjeu des relations sociales sur l'îlot. Les couches populaires en ascension sociale importante (petits employés fonctionnaires par exemple) portent le discours condamnant les parents et non les jeunes. Elles sont assez peu menacées par les retombées du comportement des adolescents : toute leur vie sociale se déroule à l'extérieur et le séjour en HLM est un passage contraint ou choisi dans un projet résidentiel géré très strictement.

Mais leur polarisation sur leurs enfants, leur but unique, les rend sensibles à toute « contamination » qui pourrait aiguïser des conflits de génération parfois latents, ou détruire totalement les ambitions inculquées. Mais ils évitent alors d'accuser les jeunes, avec l'impression d'« élever le débat », mais aussi et surtout pour affirmer leur responsabilité, voire leur droit de propriété sur leurs enfants. Ils affirment ainsi leur capacité à défendre les frontières sociales traditionnelles (parents/enfants) et considèrent les enfants comme les « produits » d'une éducation : si « leurs produits » ne sont pas des voyous, c'est que leur système de valeurs est « supérieur » et les distingue du milieu populaire.

La forme que prend l'énonciation du thème « c'est la faute aux jeunes », est d'emblée plus active, plus conflictuelle que dans le discours le plus légitime sur l'îlot : il est sans doute le plus répandu et fait figure de lieu commun parfois (« les jeunes, on ne peut plus rien en faire ! »). Ce discours permet de focaliser la charge conflictuelle des rapports sociaux dans l'îlot vers une entité qui prend la place du bouc-émissaire. La volonté de réaliser un consensus autour de cette opposition est manifeste chez certains acteurs, qui, à l'époque de l'enquête, n'hésiteront pas à faire du démarchage à domicile, pour faire appuyer leur intervention contre les adolescents. Ne pas s'attaquer aux parents, c'est

donc tenter de dépasser le cycle des jugements permanents, dangereux pour tout le monde, en expulsant un groupe stigmatisé, éventuellement par une intervention violente quasi sacrificielle. Epargner les parents, comporte aussi le mérite de dégager la responsabilité de tous les parents, et par là de soi-même en tant que parent. Car les couches porteuses de ce discours sont les plus engagées dans une tentative d'acculturation souvent problématique, et leurs propres enfants ont pu manifester des comportements non légitimes. Leur interprétation de la norme est d'autant plus rigide et superficielle que leur position est constamment menacée par le cycle des jugements et que leurs références extérieures sont peu valorisantes. Ces acteurs sont aussi plus dépendants de l'espace qu'ils habitent et l'enjeu de l'occupation des lieux communs est particulièrement intense, car ils n'ont guère les moyens de distancer l'image de la tour de leur propre image.

Leurs tentatives de réduction des divergences entre groupes sociaux par un jugement commun contre les jeunes vont cependant être condamnées par leurs propres violations de la norme qu'elles voudraient incarner. Les porteurs du discours anti-jeunes sont en effet conduits par leur intervention active, à désorganiser les deux frontières constitutives du « problème-jeunes » : intimité/publicité et parents/enfants.

En cherchant à exercer une autorité sur les jeunes qui sont dans le « domaine public », ils bafouent la règle implicite qui veut qu'on laisse l'autorité sur leurs enfants aux parents et qu'on n'intervienne pas à leur place. Ils contribuent à renforcer l'idée que les parents sont impuissants et entérinent ainsi la perte de la frontière parents/enfants. En refusant de se confronter directement aux parents, ils laissent même supposer que le conflit sur ce terrain pourrait les menacer eux aussi à terme en mettant en cause leurs pratiques éducatives : créer un consensus pour suppléer à l'impuissance des parents, ça peut être aussi s'avouer impuissant chez soi. Et c'est alors remettre dans le domaine public des affaires qui sont du ressort du privé : le jugement et l'intervention vis-à-vis des « jeunes-du-bas-de-la-tour » exigent de se transporter soi-même sur la scène, de mettre sur la place publique, ses valeurs, ses mérites. C'est entrer sur le terrain du groupe de jeunes pour jouer le rapport parents-enfants dans l'espace de cohabitation. Accepter d'intervenir sur ce terrain, c'est accepter la perte de la frontière privé-public, c'est contribuer soi-même à la destruction.

Pour une part, on peut considérer que la « faute » des parents qui s'immiscent dans le rapport éducatif d'autres foyers, est plus grave que celle des jeunes. Car le groupe adolescent tient dans l'espace social de l'îlot une place quasi nécessaire : c'est lui qui joue la violence, la met en scène et permet à tous de s'en distinguer à bon compte. Pour les familles populaires les plus dominées elles-mêmes, une tolérance vis-à-vis d'expérimentations propres à l'adolescence (« ils sont jeunes ! ») peut confirmer le caractère passager, nécessaire et bien délimité de ces passages à l'acte violents. Mais lorsque les parents interviennent sur le même mode (« le coup de poing », « le gros bras »), ils se

rèvent aussitôt comme les fauteurs de troubles principaux, les porteurs du dérèglement le plus grave, inexcusable. L'engrenage du procès est susceptible d'exploser dans la violence réciproque ouverte, que toutes les règles de la communication sur l'îlot cherchaient à maîtriser.

A CHACUN SON PAUVRE ?

Certains adolescents deviennent ainsi la cible des critiques dans le contexte d'un mode de communication qui s'impose à tous et se reconstitue dans toutes les interactions. L'intervention sociale ne peut prendre à la lettre cette désignation des « problèmes » (les jeunes, les immigrés, telle ou telle famille) par les acteurs eux-mêmes, mais doit sans cesse tenter de les expliquer par le mode de communication spécifique à chaque champ micro-social. S'occuper uniquement des adolescents ciblés par l'opinion publique reviendrait en effet à prendre parti dans le jeu des conflits réciproques entre groupes sociaux, et à prendre le risque d'être disqualifié par tous, selon les méthodes éducatives qu'on emploiera ou la norme qu'on sera censé emporter. Mais, dans tous les cas, l'intervenant sera pris dans ce conflit, dans ce monde de communication, tantôt allié, tantôt ennemi, toujours jugé et classé. La bonne foi, l'honnêteté, les explications pédagogiques n'y peuvent rien. D'autant moins que le porteur d'une image institutionnelle liée à l'action sociale (quelle qu'elle soit) produit un effet puissant de jugement et de classement : il est ce regard extérieur typique vis-à-vis de qui tout un mode de communication s'organise, il porte même explicitement des normes, il légitime certains classements et en condamne d'autres.

Il ne peut être question d'espérer s'extraire de ce rapport social qui vous prend, d'atteindre une transparence illusoire ou d'incarner le consensus transcendant. Mais peut-être de mesurer les « effets pervers » permanents qui sont le propre de toute intervention sociale, voire d'en anticiper certains (pour en produire d'autres, bien sûr). On connaît l'effet de signalement que peut avoir la seule apparition d'un travailleur social dans l'entourage d'une famille, et qui peut l'induire, pour tout l'îlot, vers le pôle négatif, en pointant une déchéance : certaines familles évitent ainsi, malgré leurs difficultés, de faire appel à qui que ce soit, alors que d'autres, comme si elles assumaient explicitement la charge du pôle négatif, cherchent à en obtenir en même temps les avantages, en soutirant toutes les aides possibles. Des problèmes « objectifs » identiques prennent un sens radicalement différent lorsqu'ils sont retraités par la logique de la communication sur l'îlot, les jugements et les classements qui lui sont propres. Pour certains adolescents, la participation à des activités organisées par des travailleurs sociaux avec des jeunes du « groupe-cible » peut être dangereuse et tendre à les assimiler aux « jeunes-à-problèmes ».

Dans ce jeu des accusations réciproques, les hiérarchies ne sont pas obligatoirement stables, et si l'existence d'un pôle négatif est une nécessité, les glissements sur son identité peuvent être importants et le stigmate se fixer sur de nouvelles familles. L'action sociale ne peut suivre ces signalements spontanés ; mais elle ne peut pas non plus ignorer que ses classements, ses propres grilles de signalement, toujours plus techniques, ne sont pas plus pertinentes pour expliquer l'acuité d'un conflit, l'aggravation brusque de certaines situations. Car la dynamique des relations de jugement réciproque transforme les catégorisations objectives ; ce mouvement d'appropriation et de définition sociale dont sont capables tous les acteurs fait surgir l'imprévu, il constitue l'histoire à laquelle l'action sociale ne peut espérer échapper.

MA JEUNESSE CONTRE UN BOULOT ?

Cible des critiques sur l'îlot, constitué comme « problème » par ce jeu des oppositions culturelles sur l'îlot, les adolescents ne sont pourtant pas sans réagir à ces définitions sociales : tout leur mode de vie s'organise d'ailleurs autour du traitement de ce marquage social, pour le revendiquer, le relancer en renvoyant les accusations, et en même temps le dépasser, annuler ses effets négatifs en tentant de s'acculturer. Cette double tentation permanente, qu'on peut polariser dans les figures du ghetto et de l'assimilation, explique la plupart des oscillations et hésitations, élans et renoncements, caractérisant les comportements de ces adolescents, tous marqués par cette acculturation nécessaire et impossible.

Cette tension permanente est particulièrement forte à propos du travail qui est devenu la préoccupation principale de l'action sociale : pour la plupart, le chômage suit la sortie de l'école, malgré quelques tentatives d'apprentissage, de travail saisonnier ou de stages. Les pressions des parents, des voisins, des travailleurs sociaux rappellent sans cesse cette exigence unique : chercher du travail. Il ne s'agit plus d'ailleurs de « travailler » ou de « trouver du travail » mais de fournir tous les signes extérieurs d'une activité intense et motivée pour la recherche du travail. Le chômage n'est plus explicitement condamné dans l'opinion locale mais le fait d'en profiter, de s'en satisfaire est réprouvé par tous. Et les jeunes, qui protestent de leur bonne volonté et de leur impuissance face à une situation économique catastrophique, ne manquent pas d'intégrer cette pression : malgré les nombreuses désillusions et l'inanité de leurs efforts, ils maintiennent les apparences, sans toujours y croire, mais en s'interdisant toute apologie de l'oisiveté.

Ce temps d'adolescence prolongée obligatoire n'a rien de commun avec une adolescence - expérimentation ou jouissance : ils se sentiront plutôt coupables de ne pas répondre à la tradition de leur milieu, qui voulait qu'on travaille

dès 15 ans, et qui oriente l'action éducative de leurs parents. Toujours volonté ou espoir de statut social mais impossibilité de réalisation, et pourtant, impossibilité de ne pas continuer à espérer.

Malgré cette volonté de se conformer au rituel de la recherche de travail³, les adolescents rencontrés n'hésitent pas à refuser certaines propositions d'emplois ou de stage. Ces rejets s'appuient sur les expériences de travail qu'ils ont tous déjà faites : jamais ils n'ont pu obtenir un statut de salarié à part entière. Faire les travaux les plus pénibles, les plus dévalorisants, subir les ordres de tous, être payé au rabais... le bilan est en général très lourd : il se conjugue avec l'expérience sociale qu'ils font par l'intermédiaire du travail de leurs parents, toujours au bas de l'échelle des statuts, pour leur prouver que, loin d'être un passage nécessaire vers une promotion sociale future, les postes qu'on leur propose actuellement préfigurent ceux qu'ils occuperont toute leur vie. On comprend dès lors la valeur attachée, pour les garçons, à des emplois comme routier qui semblent réunir à la fois indépendance, compétence réelle mais non scolaire (les permis), voire espoir de revenus importants, voyages, sans oublier l'imaginaire viril associé à cette profession.

Ces adolescents, loin de rejeter le travail, en attendent tout, et surtout une reconnaissance sociale complète qui les sortent de cette adolescence assistée-reléguée-critiquée. Ils savent ce que signifierait pour eux un « vrai boulot » (sans parler d'un vrai « métier », qu'ils n'ont guère l'espoir de posséder, après leur passé scolaire) : car, aussi négatives qu'aient pu être leurs brèves expériences, ils les décrivent comme de bons souvenirs, grâce aux relations qu'ils ont pu nouer, entre collègues ou avec le patron, vis-à-vis de qui ils ont existé socialement indépendamment de leurs parents, pour un instant. Aujourd'hui, leur espoir de reconnaissance sociale s'exacerbe face au chômage qui ne leur permet plus de multiplier les expériences : deux échecs au début de l'apprentissage et tout espoir de métier s'effondre car on ne retrouvera plus aucune autre place.

« Tout le statut de salarié ou rien », pourrait résumer l'exigence de certains qui préféreront alors refuser les stages ou emplois précaires, ce qui ne pourra qu'accentuer leur repli dans leur monde de copains. Ce besoin vital de reconnaissance sociale, lorsqu'il n'aboutit pas, peut se retourner dans une marginalisation accentuée. La pression de toute l'action sociale pour éviter cela revient en fait à faire admettre un destin de manœuvre dès maintenant, à faire intégrer sa position sociale d'adolescent non qualifié (« faut pas faire les difficiles ») : le « réalisme » s'oppose au « rêve » des adolescents. Mais on peut se demander si, dans une situation qu'ils mesurent en général très bien, ces jeunes ne font pas preuve d'un grand réalisme en choisissant de rêver entre copains, leur rêve se limitant en l'occurrence à refuser des statuts de demi-salarié et à attendre le plus tard possible pour prendre « n'importe quoi ».

Ce sont plutôt leur lucidité et leur cynisme, parfois, qui frappent et qui renvoient aux oubliettes toute imagerie sur l'adolescence pleine d'espoirs et d'idéaux.

JE EST UN AUTRE

Dans leurs tentatives contradictoires pour répondre aux pressions dont ils font l'objet, les adolescents que nous avons rencontré vont parfois jusqu'à accepter de dénaturer leur propre mode de vie en espérant déjouer ainsi le marquage social qu'ils subissent : ainsi en est-il d'une « revendication » qui circule parmi eux, celle d'un local sur l'îlot pour les adolescents. Il ne s'agit pas de pallier à un manque d'équipements socio-culturels sur le quartier, puisque cette zone en possède plusieurs : mais le rejet de ces institutions est inscrit dans le parcours des adolescents, comme un signe de maturité, authentifié par tout le groupe. Toutes les activités encadrées, y compris le sport, ne sont plus de leur âge, eux qui manifestent leur prétention au statut adulte par la fréquentation des bars et des jeux qui s'y trouvent - les seuls jeux qu'ils s'autorisent. Là encore, la frontière avec l'enfance est marquée brutalement et va de pair avec l'exigence d'un statut adulte immédiat.

La rupture avec ces équipements n'est jamais totale : ils demeurent dans leur champ d'activité, servent de repoussoirs ou de « terrain de chasse », ils y passent et, à chaque fois, vérifient l'inadéquation entre leurs attentes et les principes pédagogiques en œuvre dans ses structures (« vérification » parfois très physique...). Ils n'y viennent d'ailleurs que pour s'assurer de cette distance culturelle, dans un mouvement de confirmation-provocation sans fin. Dès qu'ils entrent dans ces équipements, c'est une structure de communication qui se reproduit, que les rejets de toute autorité et de tout apprentissage associé au scolaire, contribuent à former.

— « Moi à chaque fois que je vais dans un petit club comme ça, je fais des conneries. Soit que si je joue au baby-foot, je tords la barre du baby, soit que je m'amuse avec les balles à foutre ça sur les gens.

— Comment ça se fait ?

— J'sais pas. Surtout quand il y a des bonnes femmes qui vous commandent, ah, j'adore ça ! J'ai envie de leur cogner dessus » (Fille, 14 ans).

La revendication du local sur l'îlot espère dépasser ce conflit, en créant une unité entre adolescents des mêmes tours, en les opposant aux autres jeunes d'autres îlots. Tous les équipements obligent en effet à une cohabitation avec d'autres groupes, mais les adolescents espèrent éviter cette confrontation sociale par une barrière géographique, en gommant les divisions internes à l'îlot. Cette volonté de s'approprier un espace pour y inventer ses propres lois, répond cependant aussi à la pression de l'opinion locale : un local permettrait d'éviter les conflits et condamnations perpétuelles provoqués par leur présence au bas des tours. Accréditant les jugements sur leurs comportements, ils acceptent de s'enfermer, de se cacher pour qu'au moins, « on ne les voie pas » : mais l'effet produit serait inverse puisque les parents ne pourraient plus surveiller leurs enfants et, du coup, imagineraient des activités des plus sordides.

Echec assuré sur ce plan, mais surtout échec probable par la contradiction

que représente la vie dans un local fermé, sur l'îlot, même « bien à soi » et la vadrouille (ou la « galère ») qui reste le mode de loisirs le plus fréquent pour ces jeunes. L'archétype de leurs aspirations en matière de loisirs peut en effet être dessiné en creux, à travers la somme de leurs refus. Les loisirs idéaux doivent réunir les atouts suivants :

— être ensemble, entre copains, en petit groupe, pas trop nombreux pour se connaître, surtout pas tout seul ;

— ni obligations ni autorité quelles qu'elles soient. L'aide éventuelle d'un adulte doit se limiter aux cas où elle est indispensable et rester technique (conduire par exemple) ;

— se promener, quitter le quartier, ne pas rester dans le même endroit ;

— ne pas devoir apprendre : pas d'objectif autre que le moment partagé (se sentir vivre entre copains).

Ces conditions se résument à deux exigences : être ensemble et être ailleurs, qu'on pourrait traduire par : être les mêmes et être différents. Car ces adolescents cherchent toujours à dépasser la pesanteur de leur habitat, à fuir le stigmatisme qui s'attache à ces tours, mais en même temps ils souhaitent maintenir une homogénéité culturelle grâce au groupe de copains, pourtant forgé dans ces mêmes tours. Le local renforce cet être-ensemble mais en même temps les enracine, les coince dans un espace qui symbolise tout un destin qu'ils cherchent à déjouer.

Par contre, la vadrouille, qu'ils pratiquent assidûment, est l'occasion de s'extraire de cet îlot ensemble, de parcourir tout l'espace social, et par là d'espérer une transmutation, ou tout au moins une disparition du marquage. Cet enjeu important explique les caractères systématique et sérieux de cette activité : peut-être, en étant ailleurs, la chance nous permettra-t-elle d'être un autre, pour un instant ou qui sait « pour de vrai ». La vadrouille constitue ainsi une figure du pari, du jeu, où le gain éventuel n'est que prétexte à une transmutation du social que l'on sait temporaire.

Quitter l'îlot procure à lui seul des bénéfices non négligeables : présenter les signes d'une activité sociale normale, créer de l'événement et matière à histoires, à récits (le bus, la panne de mob, etc.). Mais la confrontation à des mondes sociaux différents n'aboutit jamais à cette magie qui ferait de vous un autre : au contraire, l'étalement de biens inaccessibles fait figure de provocation. Plus encore, les adolescents mesurent très vite à quel point leur origine sociale leur colle à la peau :

Rien que comment on est fringué, tout ça, je sais pas comment t'expliquer... Et puis, tout le monde sort du 8 (la ligne du bus), alors on sait qu'on est de la Zup. Ils voient des mecs avec des tatouages, tout ça, tout de suite "des petits voyous" ». (Garçon, 17 ans).

Bien que leurs parcours ne produisent pas les effets escomptés, le retour sur l'îlot permet toujours de les embellir ; mais surtout le mouvement lui-même, souvent incessant, parfois très répétitif, crée un effet de cache-cache social : la ville permet de passer pour quelqu'un d'autre un instant, ou tout au

moins de brouiller les pistes, et, aussitôt « découvert », de fuir ailleurs. Cette connaissance de différences sociales qu'on cherche à déjouer, s'incorpore à travers ces expériences, qui sont toutes retraduites par le groupe et qui prennent sens à travers lui.

Ainsi une revendication comme « un local » peut revêtir bien des significations, parfois contradictoires avec les pratiques quotidiennes des adolescents eux-mêmes. Leurs expériences informelles, telles la « tchatch » ou la « vadrouille », sont par contre des moments privilégiés de socialisation par le groupe, où les jugements sur le monde se forment, où les places sociales se repèrent, où les destins sont à la fois déniés et assumés.

Ces figures sociales « spontanées » ne sont guère favorables à une intervention de l'action sociale. Elles peuvent au moins signaler les conditions de son acceptabilité par un milieu. La souplesse en serait la première qualité : loin de constituer une faiblesse, les hésitations de ces adolescents, leurs changements incessants d'orientation, leurs va-et-vient, leurs ruptures brutales, sont autant d'indices d'une situation d'expérimentation difficile à vivre. Pour ces jeunes, toutes les tentatives d'acculturation qu'ils ont pu faire ont échoué (école, travail, équipements socio-culturels, etc.) : les intérêts d'une nouvelle tentative seront soupesés à l'avance et la moindre faille dans le déroulement prévu amènera l'adolescent à rejeter toute démarche pour un moment. On pourrait trouver maints exemples (dans la recherche de travail, dans la participation à une activité...) où tout le chemin parcouru semble effacé d'un trait à cause d'une « broutille ». La tentation est grande pour l'intervenant de baisser les bras et de passer à des jeunes plus motivés. On se retrouve alors rapidement devant un glissement du type de population suivie : l'idéal du travailleur social serait alors représenté par la famille-sans-problèmes-suivant-les-« suggestions »-à-la lettre.

Mais il est vrai que l'on peut interroger l'intérêt d'une action sociale qui va tendre à acculturer des familles ou des adolescents dont la principale difficulté réside précisément dans une acculturation impossible : le risque peut être grand de se fixer des objectifs qui ne font qu'accentuer les décalages culturels vécus par ces jeunes. Les choix des supports d'intervention (activités par exemple) doivent être analysés de ce point de vue : les difficultés des adolescents se manifestent dans cette tension entre espoir, qui équivaut souvent à l'illusion mais aussi à la mobilisation, et réalisme, qui équivaut alors à repli mais aussi à adaptation. Voulant appuyer une dynamique de socialisation chez l'adolescent, l'intervenant peut, malgré lui, au contraire, accentuer la tension culturelle, en favorisant le rêve, ou en provoquant le repli. Voulant coller aux intérêts des adolescents, l'intervenant peut malgré lui les enfermer dans un monde qu'eux-mêmes rejettent, et accroître ainsi la tension et favoriser les illusions.

De même, le choix d'une intervention individualisée ou groupale doit prendre en compte la dimension toujours contradictoire de la position des

adolescents. Les tactiques jusqu'ici adoptées changent souvent mais la tentation reste grande de s'orienter vers une action individuelle, beaucoup plus maîtrisable et facilitant la mesure des résultats, louable préoccupation devenue obsession technocratique. Il conviendrait pourtant de reconnaître le rôle socialisateur du groupe de pairs : peut-être l'action sociale pourrait-elle alors accompagner le travail de traitement du stigmate que réalise le groupe, sans prendre parti dans cette tension nécessaire entre logique de ghetto et logique d'assimilation qui caractérise les pratiques culturelles changeantes des adolescents de milieux populaires urbains. A condition cependant, de ne pas extraire les adolescents des relations sociales de leur zone de résidence (voire d'autres champs sociaux) et de bien mesurer la place qui leur est faite dans la structure de communication entre les groupes sociaux.

NOTES

1. Nous définissons ici brièvement l'adolescence par les seuils sociaux qui la constituent : en amont, premières expériences indépendantes du milieu familial (ex. : sorties le soir) ; en aval, première insertion dans un des seuils marquant le statut adulte (travail, logement, mariage). Le fait de s'engager dans l'un d'eux constitue l'entrée dans la jeunesse, le passage de tous les seuils marquant la fin de la jeunesse. Dans le cadre de l'enquête, cela s'est traduit par l'observation d'adolescents en majorité âgés de 14 à 18 ans.

2. Enquête pour la Sauvegarde de l'Enfance d'Ille-et-Vilaine réalisée avec la collaboration de l'équipe de prévention (Le Relais) de la Zup Sud (Rapport final « Les jeunes-du-bas-des-tours ». LARES-RELAIS, 1983, 212 p.). L'îlot étudié est constitué de cinq tours de 15 étages dont trois HLM et deux tours de co-propriété.

3. Le développement des techniques de recherche d'emploi et des stages qui leur sont consacrés, contribue à maintenir artificiellement une motivation de recherche, en déplaçant l'espoir vers des techniques, et renforce ainsi la pression normative vers un modèle du chômeur « professionnel » (contre le « faux-chômeur »).